

Point de Rue

États financiers
Au 31 mars 2016

Accompagnés du rapport de l'auditeur indépendant

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux administrateurs de
Point de Rue,

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de **POINT DE RUE**, qui comprennent le bilan au 31 mars 2016, et les états des résultats, de l'évolution de l'actif net négatif et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'Organisme portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'Organisme. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit assortie d'une réserve.

Fondement de l'opinion avec réserve

Comme c'est le cas dans de nombreux organismes de bienfaisance, l'Organisme perçoit des produits de dons et d'activités de financement pour lesquels il n'est pas possible d'auditer l'exhaustivité de façon satisfaisante. Notre audit de ces produits s'est limité aux montants comptabilisés dans les comptes de l'Organisme. Par conséquent, nous n'avons pu déterminer si des ajustements auraient pu s'avérer nécessaires pour la période considérée en ce qui concerne les produits, l'insuffisance des produits sur les charges, l'actif à court terme et l'actif net négatif.

Opinion avec réserve

À notre avis, à l'exception des incidences éventuelles du problème décrit dans le paragraphe « Fondement de l'opinion avec réserve », les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Point de Rue au 31 mars 2016, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Mallette S.E.N.C.R.L. ¹

Mallette S.E.N.C.R.L.
Société de comptables professionnels agréés

Trois-Rivières, Canada
Le 22 juin 2016

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A111750

Point de Rue

ÉTAT DES RÉSULTATS

Pour l'exercice terminé le 31 mars

2016

2015

PRODUITS

Dons	14 802 \$	13 072 \$
Subventions (annexe A)	547 569	604 833
Autres produits (annexe B)	70 776	58 045
Amortissement des apports reportés afférents aux immobilisations corporelles	9 772	10 179
	642 919	686 129

CHARGES

Salaires et charges sociales	449 734	459 997
Activités de financement	3 016	2 705
Allocations de formation	-	14 516
Assurances	4 566	4 158
Combustible et électricité	10 885	10 142
Créances douteuses	4 055	-
Dépannage alimentaire	20 223	23 210
Déplacements	28 978	20 956
Entretien et réparations	13 337	14 752
Équipe itinérance	5 774	3 659
Formation	1 540	5 335
Fournitures de bureau et papeterie	6 980	8 678
Frais d'intervention	30 427	15 462
Intérêts et frais bancaires	1 826	1 769
Intérêts sur la dette à long terme	1 344	1 451
Journal « La Galère »	21 944	30 548
Loyer	1 056	1 075
Plateaux de travail	9 010	12 456
Projet Haïti	10 937	-
Représentation	5 994	3 014
Services professionnels	10 883	19 184
Taxes et permis	1 774	2 804
Télécommunications	10 173	12 697
Perte sur cession d'immobilisations corporelles	-	360
Amortissement des immobilisations corporelles	21 476	22 884
	675 932	691 812

INSUFFISANCE DES PRODUITS SUR LES CHARGES

(33 013) \$

(5 683) \$

Point de Rue

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET NÉGATIF

Pour l'exercice terminé le 31 mars

2016

2015

	Investi en immobili- sations corporelles	Non affecté	Total	Total
SOLDE , début de l'exercice	80 961 \$	(90 627) \$	(9 666) \$	(3 983) \$
Insuffisance des produits sur les charges	(11 704)	(21 309)	(33 013)	(5 683)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	8 814	(8 814)	-	-
Remboursement en capital de la dette à long terme afférente aux immobilisations corporelles	4 368	(4 368)	-	-
SOLDE , fin de l'exercice	82 439 \$	(125 118) \$	(42 679) \$	(9 666) \$

Point de Rue

BILAN

Au 31 mars

2016

2015

ACTIF

ACTIF À COURT TERME

Encaisse	18 470 \$	- \$
Créances (note 3)	14 698	14 776
Stocks	1 888	-
Frais payés d'avance	6 917	6 917

41 973 21 693

IMMOBILISATIONS CORPORELLES (note 4)

336 927 349 589

378 900 \$ 371 282 \$

Point de Rue

BILAN (suite)

Au 31 mars

2016

2015

PASSIF

PASSIF À COURT TERME

Découvert bancaire	- \$	16 897 \$
Emprunt bancaire (note 5)	34 817	16 313
Dettes de fonctionnement (note 6)	39 774	25 965
Sommes dues à un particulier, sans intérêts	27 000	25 000
Apports reportés (note 7)	65 500	28 145
Dette à long terme échéant au cours du prochain exercice (note 8)	4 600	2 646
Dette à long terme renouvelable au cours du prochain exercice (note 8)	-	21 693

171 691 136 659

DETTE À LONG TERME (note 8)

15 371 -

APPORTS REPORTÉS AFFÉRENTS AUX IMMOBILISATIONS CORPORELLES (note 9)

234 517 244 289

421 579 380 948

ACTIF NET NÉGATIF

Investi en immobilisations corporelles	82 439	80 961
Non affecté	(125 118)	(90 627)

(42 679) (9 666)

378 900 \$ 371 282 \$

Pour le conseil d'administration :

_____, administrateur

_____, administrateur

Point de Rue

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

Pour l'exercice terminé le 31 mars

2016

2015

ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT

Insuffisance des produits sur les charges	(33 013) \$	(5 683) \$
Éléments sans effet sur la trésorerie		
Amortissement des immobilisations corporelles	21 476	22 884
Amortissement des apports reportés afférents aux immobilisations corporelles	(9 772)	(10 179)
Perte sur cession d'immobilisations corporelles	-	360

(21 309) 7 382

Variation nette des éléments hors caisse liés au fonctionnement

Créances	78	9 011
Stocks	(1 888)	-
Dettes de fonctionnement	13 809	(6 441)
Apports reportés	37 355	17 763

28 045 27 715

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Acquisition d'immobilisations corporelles	(8 814)	(12 369)
---	---------	----------

ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Variation de l'emprunt bancaire	18 504	(27 967)
Variation des sommes dues à un particulier	2 000	25 000
Remboursement de la dette à long terme	(4 368)	(4 174)

16 136 (7 141)

AUGMENTATION DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

35 367 8 205

TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE, début de l'exercice

(16 897) (25 102)

TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE, fin de l'exercice

18 470 \$ (16 897) \$

1. STATUTS CONSTITUTIFS ET NATURE DES ACTIVITÉS

L'Organisme, constitué en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies du Québec, fournit des services de première ligne aux personnes en situation de rupture sociale. Il est un organisme de bienfaisance enregistré au sens de la Loi sur les impôts et il est conséquemment exempté des impôts.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Base de présentation des états financiers

Les états financiers de l'Organisme ont été établis conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif comptabilisés et sur la présentation des éléments d'actif et de passif éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants comptabilisés à titre de produits et de charges au cours de l'exercice. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs.

Comptabilisation des produits

L'Organisme applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Les apports affectés sont comptabilisés à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les apports non affectés sont comptabilisés lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée.

Comptabilisation des promesses de dons

En raison de l'incertitude liée à l'encaissement des montants en cause, l'Organisme ne comptabilise à titre de promesses de dons à la fin de l'exercice que les montants qu'il a effectivement reçus à la date d'achèvement des états financiers.

Apports de biens et de services

Le fonctionnement de l'Organisme dépend, en grande partie, de biens et services de plusieurs bénévoles et partenaires. Du fait que l'Organisme ne se procure normalement pas ces biens et services contre paiement et qu'il est difficile de faire une estimation de leur juste valeur, ces apports ne sont pas comptabilisés dans les états financiers.

Aides gouvernementales

Les subventions relatives aux immobilisations corporelles sont comptabilisées à titre d'apports reportés afférents aux immobilisations corporelles. Elles sont virées aux résultats sur la base de l'amortissement des immobilisations corporelles auxquelles elles se rapportent. Les subventions relatives aux charges d'exploitation sont comptabilisées dans les produits.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Instruments financiers

Évaluation des instruments financiers

L'Organisme évalue initialement ses actifs et passifs financiers à la juste valeur, sauf dans le cas de certaines opérations qui ne sont pas conclues dans des conditions de concurrence normale.

Il évalue ultérieurement tous ses actifs et passifs financiers au coût après amortissement.

Stocks

Les stocks destinés à être distribués à un prix nul ou symbolique sont composés de calendriers promotionnels. Ils sont évalués au moindre du coût et du coût de remplacement courant, le coût étant déterminé selon la méthode du coût distinct.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Les apports reçus sous forme d'immobilisations corporelles sont comptabilisés à la juste valeur à la date de l'apport ou à une valeur symbolique lorsque la juste valeur ne peut être déterminée au prix d'un effort raisonnable.

L'amortissement des immobilisations corporelles est calculé en fonction de leur durée de vie selon la méthode du solde décroissant aux taux suivants :

Bâtisse	4 %
Aménagement extérieur	20 %
Équipement de cuisine	20 %
Équipement de photo	20 %
Équipement informatique	20 %
Matériel divers	20 %
Matériel roulant	30 %
Mobilier de bureau	20 %

Lorsqu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de l'Organisme de fournir des services, l'excédent de sa valeur nette comptable sur toute valeur résiduelle est comptabilisé à titre de charges dans l'état des résultats.

Dépréciation d'actifs à long terme

Les actifs à long terme sont soumis à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable, c'est-à-dire qu'elle excède le total des flux de trésorerie non actualisés qui résulteront vraisemblablement de l'utilisation et de la sortie éventuelle de ces actifs. Une perte de valeur doit se calculer comme le montant de l'excédent de la valeur comptable d'un actif à long terme sur sa juste valeur.

Point de Rue

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2016

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie de l'Organisme sont composés de l'encaisse, du découvert bancaire et des instruments financiers très liquides.

3. CRÉANCES

	2016	2015
Subventions à recevoir	9 317 \$	4 802 \$
Taxes à la consommation	3 700	4 119
Avances à des particuliers, sans intérêts	1 681	5 855
	14 698 \$	14 776 \$

4. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2016		2015
	Coût	Amortis- sement cumulé	Valeur nette
Terrain	13 500 \$	- \$	13 500 \$
Bâtisse	455 682	173 306	286 294
Aménagement extérieur	13 491	6 731	6 760
Équipement de cuisine	21 393	11 715	9 678
Équipement de photo	14 639	8 493	6 146
Équipement informatique	57 440	45 756	11 684
Matériel divers	7 352	4 641	2 711
Matériel roulant	1 178	177	1 001
Mobilier de bureau	9 976	6 905	3 071
	594 651 \$	257 724 \$	336 927 \$
			349 589 \$

5. EMPRUNT BANCAIRE

L'Organisme dispose d'un emprunt bancaire sous forme de marge de crédit, d'un montant autorisé de 50 000 \$, portant intérêt à 8,7 % et sans date de renouvellement.

L'emprunt bancaire ne comporte aucune garantie.

Point de Rue

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2016

6. DETTES DE FONCTIONNEMENT

	2016	2015
Comptes fournisseurs	4 261 \$	960 \$
Salaires et vacances courus	6 429	6 429
Sommes à remettre à l'État		
Retenues à la source et contributions	23 084	11 576
Frais courus	6 000	7 000
	39 774 \$	25 965 \$

7. APPORTS REPORTÉS

Les apports reportés représentent des ressources non dépensées qui, en vertu d'affectations d'origine externe, sont destinées à un projet spécifique, ainsi qu'un financement affecté reçu au cours de l'exercice considéré et destiné à couvrir les charges de fonctionnement de l'exercice subséquent.

Les variations survenues dans le solde des apports reportés sont les suivantes :

	2016	2015
SOLDE , début de l'exercice	28 145 \$	10 382 \$
Montants comptabilisés à titre de produits de l'exercice	(28 145)	(10 382)
Montants reçus au cours de l'exercice	65 500	28 145
SOLDE , fin de l'exercice	65 500 \$	28 145 \$
Composition :		
Corporation de développement culturel	- \$	1 392 \$
Gouvernement du Québec	28 000	24 253
Ville de Trois-Rivières	37 500	2 500
	65 500 \$	28 145 \$

Point de Rue

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2016

8. DETTE À LONG TERME

	2016	2015
Emprunt, garanti par une hypothèque immobilière sur le terrain et la bâtisse d'une valeur nette comptable de 295 876 \$, remboursable par versements mensuels de 486 \$ incluant capital et intérêts au taux de 6,9 %, échéant en février 2020, renouvelable en octobre 2018	19 971 \$	24 339 \$
Portion échéant au cours du prochain exercice	4 600	2 646
Portion renouvelable au cours du prochain exercice	-	21 693
	15 371 \$	- \$

Les remboursements en capital de la dette à long terme à effectuer au cours des trois prochains exercices sont les suivants :

2017 -	4 600 \$
2018 -	4 927 \$
2019 -	10 444 \$

9. APPORTS REPORTÉS AFFÉRENTS AUX IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les apports reportés afférents aux immobilisations corporelles représentent des apports affectés ayant servi à l'acquisition du terrain et de la bâtisse. Les variations survenues dans le solde des apports reportés pour l'exercice sont les suivantes :

	2016	2015
SOLDE , début de l'exercice	244 289 \$	254 468 \$
Montants amortis dans les résultats	(9 772)	(10 179)
SOLDE , fin de l'exercice	234 517 \$	244 289 \$

10. INSTRUMENTS FINANCIERS

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'Organisme éprouve des difficultés à honorer ses engagements liés à ses passifs financiers. L'Organisme est exposé à ce risque principalement en ce qui a trait à son emprunt bancaire, à ses dettes de fonctionnement et à sa dette à long terme.

11. CHIFFRES CORRESPONDANTS

Certains chiffres correspondants ont été reclassés pour se conformer à la présentation de l'exercice courant.

Point de Rue

ANNEXES

Pour l'exercice terminé le 31 mars

2016

2015

A - SUBVENTIONS

Centraide	15 000 \$	6 000 \$
Centre intégré universitaire de services santé et services sociaux de la Maurice et du Centre-du-Québec	231 659	255 088
Centre local d'emploi	1 000	8 237
Corporation de développement culturel de Trois-Rivières	1 392	1 608
Fonds d'Aide des Bingos de Trois-Rivières	8 000	8 000
Gouvernement du Québec	38 253	26 047
Services Canada	202 265	248 853
Ville de Trois-Rivières	50 000	50 000
Autres	-	1 000
	547 569 \$	604 833 \$

B - AUTRES PRODUITS

Activités de financement	4 215 \$	8 139 \$
Équipe itinérance	50 000	37 500
Intérêts	-	37
Journal « La Galère »	1 871	1 946
Ministère de la Justice	14 690	10 423
	70 776 \$	58 045 \$